

NE PAS MOURIR AU TRAVAIL !

Dans cette période d'intensification du travail qui génère partout des accidents de travail et des maladies professionnelles et au moment où la population se presse dans les services impôts des particuliers (SIP) pour déclarer ses revenus, **la CGT Finances publiques constate à nouveau les difficultés et parfois la détresse croissante des agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP).**

Elles et ils sont de moins en moins nombreux dans des services où les conditions de travail sont intenables. **En 2025**, le nombre de suicides et de tentatives de suicides atteignait un triste record jamais atteint à la DGFIP : **20 agents se sont suicidés.**

La Direction Générale ne se remet pas en cause : réformes incessantes, management d'un autre âge. Même si poussée par les OS, elle a accepté de prendre en compte la santé mentale des agents, elle ne propose rien de sérieux pour enrayer ce naufrage collectif qui a des relents du « harcèlement moral institutionnel » subi par les salariés de France Télécom.

Les budgets votés doivent arrêter de supprimer des emplois à la DGFIP. La Direction Générale doit établir un bilan contradictoire de toutes les réformes pour stabiliser le réseau dans ses missions et ses structures.

La disparition des CHSCT depuis 2020, remplacés par la FS, a permis à la Direction de limiter l'intervention des élus des personnels. Mais pour la CGT, cette situation participe à l'aggravation des conditions de travail et au recul en matière de prévention des risques professionnels.

Partout sur le territoire les risques psycho-sociaux (RPS) n'ont cessé de se multiplier. Aucun service ne semble épargné. Pour rappel les RPS regroupent le stress au travail, les harcèlements et violences internes ou externes au travail, le syndrome d'épuisement professionnel (burn-out). Les RPS peuvent se traduire par l'expression d'un mal-être ou d'une souffrance au travail, des conduites addictives, une dégradation de la santé physique et mentale.

Beaucoup d'agents n'en peuvent plus et n'espèrent plus d'amélioration venant de la Direction, c'est

pourquoi, depuis le 31 mars (en Seine-Saint-Denis), puis le 9 avril (dans le Nord et Vaucluse), des agents se mobilisent, cessent le travail et exercent parfois leur droit d'alerte.

Parfois les accueils sont fermés, mais c'est pour les défendre et tenter d'obtenir des moyens !

En effet, le manque de moyens détruit les agents des Finances publiques et in fine, ce sont des services moins bien rendus par la DGFIP à la population, aux entreprises, aux collectivités locales, aux autres administrations.

La littérature scientifique sur ce sujet est unanime : **Investir dans la sécurité et la santé des travailleurs est un bon investissement pour eux-mêmes d'abord mais est totalement positif pour toute la société !**

En Ardèche, les agents ne sont pas à l'abri. Depuis plusieurs années, des cas de mal-être et de souffrance au travail ont été recensés. Là aussi, l'attitude de la direction, DDFIP 07, se situe bien en dessous de ses obligations.

En plus, de prendre **réellement** en compte la situation de l'agent, il serait judicieux qu'elle trouve une solution pérenne sans le changer de poste (comme elle le fait trop souvent), ce qui ne résout rien.

Une vraie politique de prévention s'attaque aux causes et donc aux sous-effectifs et à l'organisation du travail. C'est toute la logique qu'il faut inverser : on ne doit plus gérer la souffrance mais organiser des conditions de travail non pathogènes.

Si vous êtes victime, ou vous vous sentez victime d'un management trop agressif, ou de contribuables manquant de respect, nous vous conseillons de rédiger une fiche de signalement et de contacter au plus vite un militant de la CGT FINANCES PUBLIQUES 07



BULLETIN DE CONTACT OU D'ADHESION

J'adhère à la CGT (1)

Je souhaite recevoir les informations de la CGT (1)

Nom : Prénom :
Résidence : Service :
Tel : Adresse électronique :
Date : Signature :

(1) rayer la mention inutile

A remettre à un(e) correspondant(e) de la CGT sur votre site



Invitation à l'assemblée générale

le Lundi 8 Juin 2026 sur la journée

ACCUEIL À PARTIR DE 8H30 AUTOUR DE CAFÉ -THÉ-VIENNOISERIES

Repas Buffet froid

à LA VOULTE, Salle polyvalente, rue René Cassin

L'année 2026 a enregistré une très forte progression des signalements, signalements concernant essentiellement des cas de harcèlements,

L'année 2025 avait enregistré 19 suicides, et 21 tentatives dont au moins 3 directement sur le lieu de travail. Au 30/04/2026, 12 tentatives et 2 suicides ont déjà été enregistrés.

Que fait la Direction qui prétend se préoccuper du bien-être des agents ?

C'est pour cela qu'il est vital de se doter d'un syndicat fort pour défendre plus efficacement les agents.

Venez nombreux pour participer à ce moment et vous doter du syndicat sur lequel vous pourrez toujours compter.

ENEZ PARTICIPER A RENFORCER LE SYNDICAT CGT A LA DGFI

Que vous soyez syndiqués ou pas, vous pouvez participer à une AG syndicale par an,

AUTORISATION D'ABSENCE SPECIALE (Décret du 28 mai 1982) : Assemblée Générale syndicale adhérents dans SIRHIUS

Accueil à partir de 8h30, début des travaux à 9h30

Pour une bonne organisation, merci de nous indiquer ta participation avant le 26/05/2026 à l'adresse

suivante : catherine.combaluzier@dgfi.finances.gouv.fr (Trésorière) et thildy.descours@dgfi.finances.gouv.fr (Secrétaire départementale).

Participation au repas de 10 €.

